

**DIEU BENIT AXEL
KORONDO MOBEZAORO**

**DE LA QUÊTE DU TROISIEME MANDAT AU
CHAOS DE LA RÉPUBLIQUE:
Lettre au Machiavel centrafricain**

Essai Politique

**p
E** ÉDITION.

Tous droits réservés pour tous pays

Photos de couverture :

Homme: Freepik.com

© P-E.EDITION, Octobre 2025

ISBN : 9789403851297

www.pe-edition.com

Toute représentation ou production, par quelque procédé que ce soit sans consentement de l'auteur ;constituerait une contrefaçon sanctionnée par la loi

*« Certes, il y a des travaux pénibles ;
mais la joie de la réussite n'a-t-elle pas à
compenser nos douleurs ? »*

Jean de la BRUYÈRE

REMERCIEMENTS :

Je remercie tout d'abord mes professeurs de philosophie politique, pour leur patience, et surtout leur confiance, leurs remarques et leurs conseils, leur disponibilité et leur bienveillance. Qu'ils trouvent ici le témoignage de ma profonde gratitude.

Je remercie les membres de l'Association des Jeunes Écrivains Centrafricains pour les idées apportées pour l'accomplissement de ce travail et pour toutes leurs remarques et critiques, ainsi que le personnel et les enseignants en politique de l'École Doctorale, sans oublier les enseignants étrangers qui ont contribué à ma formation.

A tous mes enseignants qui m'ont initié aux valeurs authentiques, en signe d'un profond respect et d'un profond amour, merci à vous tous.

DÉDICACE

A mon défunt père et ma très chère mère pour leurs
soutien et encouragements,

A mes proches et à toute ma famille,

A mes adorables frères et sœurs pour leur patience,

A mes amis et toutes les personnes qui m'aiment,

A tous ceux qui sont proches de mon cœur et dont je n'ai
pas cité les noms,

Au bonheur des plus chers, je dédie ce modeste travail.

AVANT-PROPOS

“On peut tromper tout le monde pendant un certain temps, on peut tromper une partie du peuple tout le temps, mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps”¹.

Aimer son pays et son peuple, c'est savoir faire un pas en arrière tout en respectant les principes de la démocratie, qui imposent le respect de la Constitution. *“La suprématie de la loi Constitutionnelle interdit tout de même les révisions à tout vent, d'où une réglementation stricte du droit de révision”².* Il ne s'agit pas d'une obligation en tant que telle, mais d'un devoir civique. Des journalistes s'étaient exprimés, des opposants avaient manifesté pour protester, des écrivains avaient écrit pour demander au régime de revenir sur sa décision au nom de la démocratie. Mais rien n'a changé!

Le régime a audacieusement décidé de poursuivre sa marche vers la VIIe République, qui permettrait au Président de se présenter à l'élection présidentielle *“La question de la révision de la constitution est au cœur de l'actualité politique*

¹ Isabel Blasco, *la Démocratie*, Pilar Lorengar-Departement de philosophie, P.23, 2010

² PONGO MIKOBİ Stéphane, *La problématique de la Révisibilité des Constitutions en Afrique. Enjeux et Perspectives*, septembre 2022, P.42

centrafricaine et par ricochet, celle du 3e mandat du Président TOUADÉRA”³. L'objectif principal de cette mascarade politique est de briguer un troisième mandat et de rester au pouvoir. Après tant d'années de crise militaro-politique, il est honteux que la République centrafricaine, l'un des pays qui a connu le plus de coups d'Etat et de rébellions, continue de s'enfoncer dans cette situation. Après dix ans de crise militaro-politique, il semble qu'il n'y ait pas eu d'éveil de conscience en République centrafricaine et que les Centrafricains ne comprennent pas la cause de la crise que traverse le pays depuis plusieurs années.

Lorsque les rebelles apparaissent sur la scène politique avec l'idée de renverser le régime en place, on parle de rébellion ou de coup d'Etat. Depuis trente ans, la question du troisième mandat du président alimente les crises politiques dans de nombreux pays africains, notamment en République centrafricaine. Malgré la limitation à deux mandats, le régime est obsédé par un troisième mandat, commettant un déni de Constitutionnalité. Enfin, il façonne la Constitution à sa guise. Mais il se heurte à une société mobilisée pour défendre le cadre constitutionnel et opposée à un troisième mandat.

Sans doute, aujourd'hui, nous vivons une situation très délicate, où nous approchons des élections, c'est une situation très

³Odilon Maurice OUAKPO, Révision de la Constitution centrafricaine ainsi parle Jean-Jacques Rousseau, Note de recherche 103, août 2022, P.2

alarmante, qui, de près ou de loin, invite les peuples centrafricains à réfléchir, à regarder les choses en face et à dire un certain nombre de vérités. Puisqu'il s'agit d'une vie, d'une République, d'une Nation. Le temps n'est pas aux caresses ou à la tolérance, ni au fanatisme du cœur. Dès lors, laissons de côté les sentiments antipatriotiques. En effet, le pouvoir appartient aujourd'hui aux peuples centrafricains, d'évaluer chaque candidat à la base de ses œuvres. Parce qu'ils ont tout organisé en utilisant leur arme de manipulation comme d'habitude pour atteindre leur objectif malsain de la septième République. D'un côté, le régime actuel avec ses ambitions de troisième mandat, provoquera une nouvelle crise militaro-politique. Nous nous souvenons encore de la cause du renversement de François BOZIZÉ et la descente de la nation centrafricaine dans le chaos. *“La fuite de François Bozizé le 24 mars 2013 est l'aboutissement logique du déclin de son régime et du sentiment dominant que le pouvoir était à portée de Kalachnikov. En dix ans, le régime n'a pas encouragé de dynamique de développement, l'espérance de vie des Centrafricains est sensiblement la même qu'il y a 30 ans, le revenu national brut par habitant a baissé et la durée moyenne de scolarisation des élèves n'atteint pas sept années”*⁴.

En outre, la Constitution de 2016 a prévu deux mandats présidentiels dans son article 35 : *“Le président de la République est élu au suffrage universel direct et au scrutin secret, majoritaire à deux tours. La durée du mandat du président de la République est de cinq ans. Le mandat est*

⁴République centrafricaine : *les urgences de la transition*, Rapport Afrique de Crisis Group N°203, 11 juin 2013

*renouvelable une seule fois. En aucun cas, le Président de la République ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs ou le proroger pour quelque motif que ce soit*⁵. À partir du moment où le peuple centrafricain ne veut pas de rébellion, c'est ainsi qu'il ne veut pas d'un troisième mandat. S'attacher au pouvoir n'est autre qu'une forme de rébellion et cela pourrait mener à une guerre. Ainsi, pour une Centrafrique stable, le respect de la Constitution est un devoir citoyen. La situation actuelle est préoccupante et bouleverse la vie des peuples centrafricains. Mais en tant que nationaliste dans l'âme, nous devons dire la vérité sans craindre de perdre nos places. Nous vivons tous dans ce pays et nous avons tous été victimes et témoins oculaires de nos crises. Alors, faut-il le savoir, actuellement, le pouvoir nous appartient à nous, le peuple, de dire la vérité à ceux qui nous gouvernent. Quittons notre vieille façon de caresser les candidats pour pouvoir être nommé à un poste de responsabilité. Tout ce que nous traversons aujourd'hui à sa source dans la mal gouvernance des régimes qui nous gouvernait.

Entre autres, si François BOZIZÉ gouvernait dans la transparence tout en respectant la Constitution, il ne devrait pas y avoir de coup d'État de la Séléka. *“Les bouleversements*

⁵ République centrafricaine, Constitution du 30 mars 2016, Article 35

*politiques dans beaucoup de pays africains, sont déjà des signes révélateurs des difficultés que les dirigeants africains, éprouvent à trouver une solution satisfaisante à la problématique de la gouvernance*⁶. Son intention de briguer un troisième mandat conduit le pays dans une crise sanglante qui continuera jusqu'à aujourd'hui. *“le second mandat de Bozizé correspond à l’entrée de sa famille en politique et au renforcement de l’emprise familiale du pouvoir”*⁷. Quand le président prenait le pouvoir, il était l’espoir de toute la République. Il portait en lui la puissance du changement, la lumière du développement. Celui-ci arrivait à un moment où les choses étaient catastrophiques, le pays se trouvait dans un désert sans oasis. La majorité des Centrafricains croyaient et pensaient qu’il se comporterait différemment, et en un homme de la situation. Il avait la confiance de la majorité des Centrafricains. Cependant, à la fin, il a commis la même erreur politique. Le même fait engendrera les mêmes effets. Il est temps de s’asseoir autour d’une table et de repenser à la cause de toutes les crises que traverse cette nation. Arrêtez de reporter systématiquement les problèmes sur la France !

⁶PONGO MIKOBİ Stéphane, *La problématique de la Révisibilité des Constitutions en Afrique. Enjeux et Perspectives*, septembre 2022, P.43

⁷*République centrafricaine : Les urgences de la transition*, Rapport Afrique de Crisis Group N°203, 11 juin 2013

Revenez sur terre et constatez que la cause de nos crises vient de nos dirigeants. Si nous aimons ce pays et sommes fiers d'être Centrafricains, corrigeons toutes nos erreurs, nous devons apprendre à nos dirigeants à respecter la démocratie. C'est le minimum qu'ils devraient prendre en compte avant d'accéder à la magistrature suprême de l'Etat. Sans ce respect, nous tournerons toujours en rond, nous trébucherons dans le désert plus longtemps que les Israélites pour atteindre la Terre Promise. La période actuelle est grave. Chaque bloc cherche à gagner la confiance du peuple centrafricain par la ruse. Ne voyons pas du travail accompli à l'approche des élections comme le fait déjà le régime actuel. C'est une arnaque politique. Ils étaient là depuis lors, ils n'ont pas pensé à asphaltier les routes. Mais vu que nous sommes à quelques mois des élections, ils cherchent à arnaquer le peuple souverain.

Dans la lutte entre les deux blocs *touadéristes* et *anti-Touadera*, une analyse politique s'impose enfin pour comprendre le fond interne ou la vision politique du développement de ces deux blocs. Mais le plus important est d'évaluer le travail accompli : ceux qui veulent la continuité dans le troisième mandat, qu'ont-ils déjà fait pour la bonne gouvernance, la justice, l'équité, l'égalité, la santé, l'éducation, la création d'emplois pour les jeunes ? Et ceux qui veulent renverser le régime et prendre le pouvoir à leur tour, qu'ont-ils déjà fait concrètement pour le développement durable ? La croissance économique ? Si nous comprenons bien, la plupart de nos opposants ont déjà servi ce

pays, certains comme premier ministre, d'autres comme ministres, députés, etc. Ont-ils rempli leur devoir de sauvegarde de la population centrafricaine ?

N'ont-ils pas contribué aux souffrances que nous avons tous endurées lors des crises militaro-politiques? Quelle bonne politique peuvent-ils encore proposer aux peuples souverains ? Finalement, nous nous rendons compte que ceux qui veulent la continuité et ceux qui veulent le changement ont tous les deux le même combat: l'intérêt personnel. Ce sont tous des individualistes et non des patriotes ou des nationalistes.

Pour conclure, notre questionnement est le suivant: ceux qui prônent la continuité, sur quoi fondent-ils leur argumentation ? Et ceux qui contestent la continuité, que proposent-ils pour un développement durable ? Si l'on prend le cas de l'actuel président, au pouvoir depuis dix ans, qu'a-t-il fait concrètement pour la République centrafricaine? On parle ici de perspectives économiques, de développement, de sécurité alimentaire, de pouvoir d'achat des Centrafricains, de réduction de l'extrême pauvreté. Où en est-on réellement ? Dans le secteur de l'éducation, les enfants sont-ils scolarisés sur tout le territoire centrafricain ?

Bonne Lecture !

PRÉFACE

Dans un monde où l'instabilité politique semble être la norme, la République centrafricaine se trouve à un carrefour. *“La cause du mal, dit Turgot, vient de ce que votre nation, Sire, n'a point de Constitution!”*⁸. Cette célèbre réplique de Turgot à Louis XVI résume à elle seule la situation constitutionnelle de l'Afrique francophone. Ce livre, *De la recherche du troisième mandat au chaos du contrat social: Lettre au Machiavel centrafricain*, offre une réflexion profonde et pertinente sur les défis contemporains auxquels notre nation est confrontée. À travers une analyse rigoureuse, l'auteur met en lumière les enjeux d'un éventuel troisième mandat du Président TOUADÉRA et les implications de cette quête de pouvoir sur la démocratie et la constitutionnalité. Les mots d'Abraham LINCOLN résonnent avec force dans notre contexte: *« tromper le peuple peut sembler une option, mais la vérité finit toujours par émerger »*⁹. Ce livre nous rappelle que l'amour pour notre pays exige une vigilance constante et un engagement à défendre les principes démocratiques. *“En tant que Centrafricain, il est*

⁸Christian Eninam TRIMUA, *L'IDÉE RÉPUBLICAINE DE LA CONSTITUTION EN AFRIQUE FRANCOPHONE*, Faculté de droit et de science politique, Université de Kara-Togo, Article, P.1

⁹ Jacques-Alain Miller, Jean-Pierre Cléro et Lynda Lotte, *Lacan et la politique*, 2003, P.4, Article de revue cairn

normal que je sois inquiété comme les autres, car ce pays est l'unique pays qui nous a vus naître, que nous aimons et nous devons préserver, pour ne pas dire nous devons être jaloux pour que les fils de ce pays se retrouvent ensemble"¹⁰. L'auteur appelle à une prise de conscience collective et à une mobilisation des citoyens pour préserver l'intégrité de nos institutions.

L'histoire tumultueuse de la République centrafricaine, marquée par des coups d'État et des crises politiques, exige une introspection. *“la Centrafrique, qui traverse une crise aiguë depuis 2013, est connue pour son instabilité politique marquée par des coups d'Etat à répétition depuis les années 1960”*¹¹. Pourquoi, après des décennies de luttes, continuons-nous à nous heurter aux mêmes obstacles? Ce livre ne se contente pas de poser des questions, il invite à une réflexion critique sur la responsabilité de chacun dans la construction d'un avenir meilleur. Il est temps de mettre de côté les intérêts personnels et de se concentrer sur l'intérêt collectif. La lutte pour la démocratie ne peut être laissée à quelques-uns. En tant que société, nous devons exiger des comptes de nos dirigeants tout

¹⁰ L'entretien avec le cardinal Dieudonné Nzapalaïnga, au micro de notre correspondant Jean-Fernand Koena, Radio Ndeke louka, Centrafrique

¹¹www.justiceinfo.net, La justice doit être vue pour être rendue, *Centrafrique : une histoire jalonnée de coups d'Etat*.

en réfléchissant à nos propres rôles en tant que citoyens.

Cette illustre œuvre est un appel à l'action, une invitation à tous les Centrafricains à s'engager pour le respect de la Constitution et la défense des valeurs démocratiques. Dans cette optique, chaque chapitre de cet ouvrage s'efforce d'explorer les ramifications politiques, sociales et économiques de cette quête de pouvoir. L'auteur s'appuie sur des analyses historiques et contemporaines pour illustrer comment le passé peut nous servir de guide dans notre lutte pour un avenir plus juste et équitable. Il n'est pas seulement question de critiquer ; il s'agit également d'identifier des solutions viables et des voies de réconciliation. Ce livre est aussi un plaidoyer pour l'éducation civique. La connaissance est un puissant outil de transformation sociale. En sensibilisant les citoyens aux enjeux politiques et aux mécanismes de gouvernance, nous pouvons construire une société plus résiliente et plus démocratique. Cela passe par une mobilisation de toutes les forces vives de la nation, y compris les jeunes, qui représentent l'avenir de notre pays.

Nous devons également reconnaître le rôle crucial de la Communauté Internationale. Les relations extérieures, souvent perçues comme des interventions, peuvent être des leviers de changement si elles sont fondées sur le respect de la souveraineté et de la volonté populaire. Ce livre appelle à une coopération constructive, où les partenaires internationaux soutiennent les aspirations légitimes des Centrafricains plutôt que de s'immiscer dans leurs affaires internes. *De la recherche du troisième mandat au chaos du contrat social* n'est pas simplement un livre; c'est un manifeste pour le changement. Il

incarne l'espoir d'un avenir où la République centrafricaine pourra s'épanouir dans la paix et la démocratie. J'invite chaque lecteur à réfléchir à son propre rôle dans cette quête et à s'engager activement pour un avenir meilleur. Que ces pages soient une source d'inspiration pour tous ceux qui souhaitent voir la République centrafricaine réaliser son potentiel et transcender les défis qui l'assaillent.

Bonne lecture à tous!

PENEL OCTAVE MALEYOMBO, psychologue clinicien

INTRODUCTION

L'histoire politique de ce pays d'environ 3,5 millions d'habitants a été marquée par des bouleversements politiques, entraînant une instabilité institutionnelle et économique défavorable à son développement. Le pays s'étend sur une superficie de 622 000 km² et se caractérise par l'utilisation de la langue sango. Ses voisins sont le Cameroun à l'ouest, la République du Congo et la République démocratique du Congo au sud, le Sud-Soudan à l'est et le Tchad au nord.

Depuis une dizaine d'années, la République centrafricaine a connu des crises militaires et politiques à répétition qui ont affecté le tissu socio-économique et les forces de défense et de sécurité. Aujourd'hui, la République centrafricaine est politiquement instable et économiquement faible, et le niveau d'insécurité dans l'arrière-pays reste préoccupant. C'est l'un des pays les plus durement touchés au cours des dix dernières années. De la mauvaise gouvernance aux multiples coups d'État militaires, cet État indépendant depuis le 13 août 1960 n'a pas réussi à retrouver sa stabilité politique. *“Une décennie après la crise militaro-politique de 2013 qui a conduit au renversement du gouvernement en place, la République centrafricaine n’a toujours pas connu la paix et le*

développement durable”¹². Située au cœur du continent africain, la République centrafricaine n'a pas retrouvé le chemin du développement. Comme tout État souverain et démocratique, et avec le titre d'État de droit, elle est prisonnière de la maîtrise du destin de son peuple. *“Près des trois quarts des Centrafricains vivent en dessous du seuil de pauvreté dans un pays où les taux de mortalité maternelle et infantile sont immenses, où le niveau d'analphabétisme est élevé et où les services publics sont soit dysfonctionnels, soit inexistants. Dans un contexte de tensions croissantes et de déplacements de population, la flambée des prix du marché, la pénurie de carburant, les inondations et les violences liées à la traite des êtres humains pèsent lourdement sur la vie quotidienne d'une population épuisée par les affrontements armés répétés et les violations des droits de l'homme”*¹³. Longtemps considérée comme un héritage pseudo-démocratique français, la République centrafricaine a été dirigée par le président à la botte de la République française. Sous son commandement et son influence coloniale, la France a financé, manipulé et allié les différentes crises politico-militaires de cet État. Après la chute du régime dictatorial de François BOZIZÉ, provoquée par une intention crédible de modifier la

¹² Conseil Danois pour les Réfugiés, *rapport fin d'année 2023*, P.2

¹³ Conseil Danois pour les Réfugiés, *rapport fin d'année 2023*, P.12

Constitution, la barbarie s'est installée dans la République. De la convoitise du trône présidentiel, l'ennemi du peuple a fini par séparer la République pour régner.

Tous les éléments nécessaires à la cohésion sociale ont été mis en place pour favoriser la réconciliation nationale. Pour ce faire, plusieurs dialogues ont été organisés, mais ils n'ont abouti à aucune solution favorable à une paix définitive. Un Conseil national de transition a également été mis en place. Organe législatif de la transition, il est responsable de la loi et de la préparation d'élections transparentes. Lors de ces élections, le peuple centrafricain a opté pour le patriotisme et le nationalisme. C'est pourquoi le peuple centrafricain a unanimement confié au Professeur Faustin Archange TOUADERA les destinées de cette République. En effet, dès son arrivée au pouvoir, les deux principaux objectifs de son programme politique étaient la sécurité et la réconciliation nationale. Ceux-ci se sont concrétisés au cours de son premier mandat de cinq ans, avant de gagner à nouveau la confiance de la population. Cependant, selon l'ordre constitutionnel de la République centrafricaine, le Président de la République ne peut effectuer que deux mandats. Cela signifie que le Président Faustin Archange TOUADERA ne devrait pas être candidat à la prochaine élection présidentielle. C'est la résolution d'une République, dans laquelle le pouvoir n'est pas héréditaire. Ainsi, l'autorité publique est soumise à la loi lorsqu'une règle de droit est invoquée. Presque à la fin de son second mandat, le régime *touadériste* avait tout organisé pour réaliser enfin son projet politique de changement de Constitution et de maintien au pouvoir. *“Si en 1990 le vent de la démocratie a soufflé sur le continent africain, aujourd'hui c'est plutôt le vent du*

changement de Constitution qui ravage l'Afrique”¹⁴ “Cette révision revêt une dimension importante dans l'évolution du constitutionnalisme africain, non seulement parce qu'elle constitue un élément moteur, mais et surtout, parce qu'elle démontre certaines conceptions du pouvoir politique dans le continent tout entier”¹⁵. Briguer un troisième mandat est un enjeu politique stratégique pour le régime en place “*modifier la Constitution pour s'éterniser au pouvoir*”¹⁶. Dès lors, la lutte se poursuit entre le pouvoir de Bangui et celui du clan des opposants républicains, défenseurs de la Constitution. De son côté, la société civile s'oppose au programme du Président pour un troisième mandat, mais n'est pas alignée ou en accord avec le groupe d'opposition.

Cependant, il est important de souligner que le concept d'accrochage au pouvoir n'est pas nouveau en Afrique, ni en République centrafricaine. En 2015, le continent africain a connu un nouveau climat dramatique en termes de situation politique. Le cas de la validation de la candidature de l'ancien président du Burundi, Pierre Nkurunziza, en quête d'un troisième mandat. Quelque temps plus tard, il en a été de même

¹⁴ Aimé Ndaya N'damya Fulbob, *Constitutions et révisions constitutionnelles en Afrique*, 2011

¹⁵ A. Djounfoune cité par R. Ngapi, *Constitutions en Afrique : A qui profitent les révisions ?* <https://www.congoforum.be/fr/analysedetail.asp?id=20669>

¹⁶ Anselme Mbata, *Centrafrique : modification de la Constitution, Vincent Mambachaka exprime son indignation et appelle tous les Centrafricains à barrer la route à cette pratique*, Corbeaunews Centrafrique (CNC), 25 avril 2022, <https://corbeaunews-centrafrique.org/centrafrique-modification-de-la-Constitution-vincent-mambachaka-exprime-son-indignation-et-appelle-tous-les-centrafricains-a-barrer-la-route-a-cette-pratique/>

au Burkina Faso, au Tchad et au Togo. Cette réflexion purement politique et juridique s'intéresse aux conséquences de la modification constitutionnelle concernant le nombre de mandats du président de la République. En d'autres termes, quels sont les facteurs qui pourraient inciter le Président de la République à modifier l'article relatif à la limitation du nombre de mandats présidentiels ? Pourquoi s'attacher au pouvoir ? Dans les milieux juridiques, plusieurs concepts peuvent être utilisés pour décrire la situation alarmante que connaît actuellement la République centrafricaine. Il s'agit de la révision constitutionnelle, de l'amendement constitutionnel et du changement constitutionnel. Par révision constitutionnelle, on entend la modification d'une Constitution, c'est-à-dire l'abrogation de certaines ou de toutes de ses règles et leur remplacement par d'autres règles. A notre connaissance, cet ouvrage fait partie des études empiriques qui traitent de la problématique de la révision constitutionnelle en République centrafricaine, phénomène du troisième mandat.

En premier lieu, notre analyse portera sur le concept de la démocratie, sa conception et sa mise en application. Ensuite, nous analyserons les aspects fondamentaux de la Constitution, entendue comme pilier de la souveraineté et de l'Etat de droit. À cette fin, nous donnerons un aperçu de la Constitution de la

République centrafricaine, suivi d'une discussion sur la nouvelle crise militaro-politique qui se dessine actuellement à l'horizon, si le projet du troisième mandata lieu.